

# L'OUVRIER MÉTALLURGISTE

Organe mensuel de la Fédération Française  
des Syndicats de la Métallurgie et Parties similaires

Rédaction-Administration : 28, Place Saint-Georges, PARIS (IX<sup>e</sup>) — Téléph. : TRUDAINE 52-20



Frans Van Welie

La Fédération Internationale des Métallurgistes Chrétiens est en deuil. Son Secrétaire général vient de mourir.

le jeudi 11 mai 1939, des suites d'un accident survenu l'année dernière et dont il n'avait pu se rétablir.

Frans Van Welie était une des personnalités les plus en vue de notre Internationale, aussi, sa disparition sera-t-elle vivement ressentie par le mouvement qu'il animait de sa haute intelligence.

Les métallurgistes chrétiens, groupés dans la Fédération Française, adressent à Madame Frans Van Welie, à ses enfants et à toute la famille du défunt, leurs plus chrétiennes condoléances et ils prient le bureau de la Fédération Internationale, de bien vouloir associer la Fédération Française au deuil qui le prive de son Secrétaire général.

## Economie de Guerre et libéralisme économique

C'est une nouveauté de notre époque, par rapport au siècle dernier, que l'économie de guerre peut précéder de beaucoup le déclenchement des hostilités. Des pays comme l'Allemagne ou l'Italie sont déjà soumis à un régime d'économie de guerre. Que faut-il entendre par là ?

Dans la guerre, les besoins de l'armée aussi bien en armes et en munitions qu'en vivres, passent avant les besoins des civils. Les forces de production, hommes, capitaux, terres sont détournées dans une large mesure de leur usage normal qui est de produire les marchandises nécessaires à la satisfaction des consommateurs particuliers. De nos jours, bien que l'Europe soit encore en état de paix, ce phénomène existe déjà dans de nombreux pays. L'Angleterre, la France sont forcées de suivre le chemin de l'Allemagne et de l'Italie. Chez nous, à l'heure actuelle, d'après les estimations d'une importante revue, 50 à 60 pour cent de la production métallurgique serait alimentée par les commandes de l'Etat et cette proportion irait jusqu'à 80 % pour les aciers spéciaux (qui sont particulièrement nécessaires dans les armements).

Finalement l'économie de guerre ou de préparation à la guerre consiste en une réduction du volume des marchandises mises à la disposition des consommateurs, en une réduction de la consommation.

Ce qui nous intéresse spécialement ici, c'est la manière dont s'y prend l'Etat pour réaliser cette réduction de la consommation. En effet les méthodes sont essentiellement différentes suivant que l'on se trouve dans une économie libérale, ou dans une économie dirigée, ou dans une économie socialisée. Les méthodes sont différentes, et elles sont aussi d'une efficacité inégale. On peut donc se demander si les nécessités de l'économie de guerre ne vont pas avoir une influence décisive sur l'évolution du régime économique dans les

pays démocratiques. C'est la question que nous allons nous poser.

Dans une économie libérale l'Etat ne dispose que d'un moyen pour limiter la consommation : l'impôt. Par l'impôt il diminue les revenus des consommateurs, par conséquent leur pouvoir d'achat.

Il est facile de voir que cette méthode réalise une injustice certaine et qu'elle a une efficacité très limitée.

Elle réalise une injustice parce qu'elle fait payer la guerre et la préparation de la guerre par les classes moyennes et les classes pauvres. Avec la fraude fiscale qui existe chez nous et qui ne peut être réduite si on ne modifie pas le régime économique, c'est surtout les classes moyennes qui sont surtout atteintes parce que l'on est obligé d'augmenter les impôts indirects. On le voit bien avec la taxe sur les paiements de M. Reynaud !

Les derniers décrets-lois tendent à faire face aux nécessités de l'économie de guerre par l'impôt seulement.

Si au moins l'impôt pouvait nous donner une pleine sécurité. Mais l'impôt en régime libéral connaît des limites et nous sommes sans doute bien près de les avoir atteintes. L'impôt direct, sur le revenu, au-dessus d'un certain taux ne rend plus. C'est pourquoi M. Reynaud en revient à une méthode abandonnée par la plupart des pays depuis un siècle et par la France depuis la dernière guerre : la méthode qui consiste à taxer les citoyens d'après les signes extérieurs de leur richesse (nombre de fenêtres de leur appartement, nombre de chevaux de leur automobile, etc). Sans doute ce procédé peut dérouter, sur le moment, quelques fraudeurs. Mais l'an prochain les fraudeurs se seront arrangés pour masquer leurs « signes extérieurs » et le tour sera joué.

(Lire la suite en 2<sup>e</sup> page.)

### Région Parisienne

## Le rajustement des salaires dans la Métallurgie

La sentence de M. Jean Escarra, ou par un tour subtil de prestidigitation, celui-ci fait disparaître par une disposition du 3<sup>e</sup> paragraphe de l'article 3 de sa sentence, l'augmentation qu'il accorde à l'article 2.

Notre camarade Lucien Léonard, arbitre du syndicat ouvrier de la métallurgie de Paris dans le conflit qui opposait celui-ci au groupe des industries métallurgiques de la région parisienne, a reçu de M. Jean Escarra, surarbitre, la sentence qu'il a rendue le 5 mai 1939 à l'effet de résoudre le différend indiqué ci-dessus.

Dans les attendus, le surarbitre déclare tout d'abord la demande récevable : les indices comparés de février 1938 et février 1939, 118,4 et 128,2, faisant apparaître une hausse de 8,27 %.

Sur les possibilités économiques de la branche d'activité, il fait état du champ des applications très vastes de la C. C. et des industries très différenciées qu'elle régit ; que si bon nombre d'entreprises sont favorisées avec les marchés de l'Etat, en revanche celles qui ne bénéficient pas de ce soutien, sont nettement défavorisées.

Après avoir insisté sur les difficultés rencontrées par les petites entreprises qui, en raison du taux élevé des salaires, dans la R. P. voient des marchés leur échapper au profit de la province, il conclut sur ce chapitre :

Attendu que les constatations sus-mentionnées doivent être considérées comme établissant la preuve de l'incompatibilité d'un ajustement proportionnel à la variation constatée des indices avec les possibilités économiques de la branche d'activité.

Sur l'incidence des heures supplémentaires quant à l'augmentation des salaires de quinzaine :

Attendu qu'en l'état, il apparaît équitable de n'imputer sur la répercussion des heures supplémentaires qu'une fraction équivalente à deux unités environ pour corriger le taux jugé compatible avec les possibilités considérées de l'ensemble de l'industrie ;

Qu'il sera fait une exacte appréciation du taux ainsi corrigé en arrondant à 5 % le pourcentage d'ajustement qu'il convient de retenir, compte tenu des modalités d'application qui seront déterminées plus loin ;

Attendu toutefois que ce taux de 5 % doit subir une deuxième correction correspondant au surcroît de charges résultant de l'application des nouveaux barèmes d'allocation familiales institués par le décret du 12 novembre 1938 ; que les déterminations faites par les caisses de compensation permettent d'évaluer cette deuxième correction à 2 %, et en conséquence d'arrêter définitivement à 3 % le taux d'ajustement qu'il y a lieu de prescrire.

Sur le minimum vital après avoir fixé un chiffre de 1.000 fr. en fonction de l'indice 118,4 il précise que les ouvriers de la métallurgie étant des privilégiés de l'industrie en général, le minimum vital est équivalent à 1.150 fr. par mois, salaire du manœuvre payé 6 fr. 65 de l'heure.

DÉCIDE :

Article premier. — La demande est recevable.  
Art. 2. — Le pourcentage d'ajustement accordé par application de l'article 10 de la loi du 4 mars 1938 est fixé à 3 % toutes déductions légales effectuées.

(Lire la suite en 2<sup>e</sup> page.)

## Alerte?!...

30.000.000 de journées de travail sont perdues en moyenne chaque année par les arrêts occasionnés par les incapacités de travail de plus de 20 jours consécutives aux accidents du travail.

2.800 cas mortels sont constatés chaque année.

Les accidents nécessitant des arrêts de moins de 20 jours n'étant pas comptés, ce sont cependant les plus nombreux, les pertes de l'économie nationale peuvent se chiffrer annuellement par 10 milliards de francs.

A ces 10 milliards doivent s'ajouter les sommes versées pour l'indemnisation des accidentés, soit environ 5 milliards.

Ces 15 milliards viennent donc grever lourdement les prix de revient des articles manufacturés, donc leurs prix de vente, et c'est nous, consommateurs, qui faisons les frais de la réparation des accidents (Les industriels versent aux Compagnies d'assurances environ 10 % de la valeur des salaires qu'ils paient à leur personnel.)

La Loi sur les accidents du travail vient d'être révisée ; elle est encore bien imparfaite et ce n'est pas elle qui rendra l'œil, ou la main, ou la vie à l'accidenté.

Que faut-il donc faire ? Un vieux proverbe français dit qu'« Il vaut mieux prévenir que guérir. »

Prévenons donc les accidents en faisant nous-mêmes la chasse aux causes possibles d'accidents : manutentions, éclairage, chauffage, ventilation, matériel, etc..., que nous pourrions revoir point par point en d'autres articles.

Mais et surtout dès qu'il y a une blessure, si légère soit-elle, qu'un pansement soit fait immédiatement.

Paul LE BIHAN.

Ayant l'intention de continuer cette rubrique pour laquelle je possède trop peu d'éléments, je prie tous les camarades susceptibles d'aider ma documentation, de bien vouloir envoyer leurs communications au Secrétaire de la Fédération, surtout en ce qui concerne les appareillages de protection qu'ils pourraient connaître.

Merci d'avance.

P. L. B.



Van Zeeland

A l'heure où les peuples s'interrogent

## Portrait d'un homme de notre esprit

N.D.L.D. — A l'heure où les peuples s'interrogent inquiets sur ce que leur réserve le proche avenir, il est bon de jeter un regard vers les hommes capables d'orienter cet avenir.

Paul Van ZEELAND, catholique militant, est sans conteste un de ceux vers lequel se tournent nos regards.

Au cours du banquet que lui offraient, le 24 avril dernier, les nouvelles équipes françaises, Louis TERRENOIRE, ex-membre dirigeant de la Jeunesse Syndicaliste Chrétienne de Lyon, traçait de l'éminent homme d'Etat belge un remarquable portrait dont nous donnons ci-dessous le texte in extenso.

En 1916, un caporal d'infanterie belge s'évadait du camp de représailles où il était interné et tentait, à travers canaux et marais, de ga-

gner la frontière hollandaise. Il échouait par malchance à quelques kilomètres du but et était jeté dans un cachot. Avec un tranquille courage et une belle ténacité, il recommençait quelques mois plus tard, mais cette seconde évasion échouait comme la première de justice et c'était de nouveau le cachot.

Par deux fois depuis cinq ans, Monsieur le Premier Ministre, vous avez renouvelé les tentatives d'évasion du caporal Van Zeeland. Mais vous n'étiez plus accompagné de quelques courageux compagnons d'aventure et ce n'était pas de votre liberté personnelle qu'il s'agissait, mais de la libération du monde.

D'un monde enfermé derrière les fils de fer barbelés des nationalismes politiques et économiques, surveillé par les gardes-chiourmes de l'autarcie et de la dictature, réduit à se nourrir de la misérable pitance des prisonniers de guerre. Par deux fois, vous avez montré à ce monde prisonnier le chemin de l'évasion, d'abord par l'exemple, en remettant votre pays sur la voie de la prospérité lorsque vous étiez à la tête du gouvernement ; ensuite par le résultat de vos enquêtes internationales et les lumineux avertissements que vous en avez tirés.

Hélas ! jusqu'à présent, le monde n'a pas voulu vous entendre, ou plutôt il vous a bien entendu, mais il n'a pas été libre de tenir compte de votre exemple et de vos avis.

Cadenassés dans le cachot où le maintiennent quelques hommes, il n'a pu répondre à votre appel, mais il reste que vous avez introduit une lueur dans la pénombre de sa geôle, une lueur qui lui laisse l'espoir de retrouver la lumière le jour où, débarrassé de ses chaînes, il pourra franchir l'enceinte derrière laquelle il se meurt lentement d'inanition.

Cette espérance, croyez-le, les jeunes Français au nom desquels je parle, la gardent précieusement dans leurs cœurs. Ils savent bien que notre univers absurde ne pourra pas toujours durer et que viendra le temps où vos leçons seront comprises et appliquées. Plût au ciel que la transition ne se fasse pas au prix d'une catastrophe !

(Lire la suite en 2<sup>e</sup> page.)

## Manifestation Confédérale

Le XX<sup>e</sup> Congrès National de la C. F. T. C. aura lieu salle Marcellin-Berthelot, 28 bis, rue Saint-Dominique aux dates indiquées par l'ordre du jour ci-dessous.

Nous pensons que les Syndicats de la Métallurgie s'efforceront d'y participer en déléguant un représentant à cette importante démonstration de vitalité du mouvement syndical chrétien.

### SAMEDI 27 MAI

- 9 h. 30. — Vérification des pouvoirs.
- 14 h. 30. — Réunions par Commissions :
  - 1) Formation.
  - 2) Elections professionnelles.
  - 3) Loisirs.
  - 4) Equipement économique (achats en commun, coopératives).
  - 5) Presse et Publications.

### DIMANCHE 28 MAI

- 9 h. — Rapport moral, par Gaston TESSIER, Secrétaire général.
- Rapport financier, par Georges TORCQ, Trésorier.
- Rapport de la Commission de contrôle.
- Fixation de la Cotisation.
- Admissions et Radiations.
- 14 h. 30. — Séance publique :
  - Rapport sur l'organisation professionnelle, par Paul VIGNAUX, Secrétaire du Syndicat Général de l'Education Nationale (C. F. T. C.).
  - Rapport sur le crédit, par Jules ZIRNHELD, Président de la C. F. T. C.
- 19 h. 30. — Banquet (Restaurant coopératif, 5, rue Cadet).

### LUNDI 29 MAI

- 8 h. — Messe pour les défunts (Basilique Ste-Clotilde, 23 bis, rue Las-Cases).
- 9 h. — Scrutin pour l'élection du Bureau Confédéral.
- 10 h. 30. — Rapport sur la propagande, par Maurice GUERIN, Délégué confédéral de la Région du Centre.
- 14 h. 30. — Résolutions et vœux.
- Discours de clôture, par Alexandre CHAULET, Délégué confédéral de l'Afrique du Nord.



# Economie de guerre et libéralisme économique

(Suite de la 1<sup>re</sup> page.)

Par ailleurs l'impôt indirect est très mal vu, non seulement par les consommateurs, mais par les commerçants et son efficacité est également limitée.

Lorsqu'on a atteint les limites de l'impôt, il reste encore une solution en régime libéral, c'est l'inflation. L'inflation, en effet, limite automatiquement la consommation de tous ceux dont les revenus n'augmentent pas aussi vite que les prix (rentiers, fonctionnaires, salariés). Il est bien possible que l'inflation, chez nous, n'attende pas la fin de l'année. Il reste encore une trentaine de milliards à trouver d'ici décembre.

N'insistons pas sur l'injustice de cette méthode ! Mais chacun sait au moins que son efficacité est encore plus limitée que celle de l'impôt. Sans doute, pendant la guerre de 14 on a évité la débâcle financière, mais grâce à l'appui de l'Angleterre et des Etats-Unis. Il ne faut pas y compter tant que l'on ne fait que préparer la guerre.

Le régime libéral, s'il veut suivre ses propres principes, est donc acculé à l'impasse, devant les nécessités d'une économie de guerre. Finalement il lui faudra renier ses principes, pratiquer des mesures telles que la réquisition, le rationnement des consommateurs, le système des cartes, c'est-à-dire qu'il lui faudra appliquer les méthodes d'une économie socialisée. Mais pour cela il ne dispose d'aucun des organismes nécessaires, il n'est pas outillé pour cela. Dans ces conditions on sait à quel gâchis cela doit aboutir : Indemnités de réquisition distribuées au petit bonheur, achats dans les pires conditions à l'étranger ou à des intermédiaires qui font des bénéfices scandaleux, etc.

Et tout cela pour sauver le libéralisme qui est déjà à moitié mort !

La tâche de la France aujourd'hui, devrait être de réaliser l'organisation professionnelle, puis sur cette base solide de créer les organes d'une économie dirigée. Il ne s'agit plus de faire une « expérience » dans les cadres du régime existant, stupidité à laquelle nous avons trop facilement cru en 36. Il faut aller de l'avant, en sachant bien que rien n'est facile dans le domaine économique et social, mais que beaucoup de choses sont possibles, à condition qu'il se trouve des

hommes disposant non seulement de bonne volonté mais d'énergie et de compétence.

On a le droit de penser que l'économie de guerre serait plus tolérable dans un régime d'économie organisée : Tout d'abord le vieux procédé de limitation de la consommation, l'impôt, deviendrait plus juste et plus efficace. L'organisation professionnelle, seule, donnera des moyens véritables de réduire la fraude fiscale, en brisant le « secret des affaires » non dans ce qu'il a d'utile au jeu de la concurrence, mais en tant que moyen de tromperie.

Et surtout l'économie dirigée donnerait à l'Etat un nouveau moyen beaucoup plus sûr et beaucoup plus juste, de limiter la consommation.

L'Economie dirigée, ce n'est pas du tout la socialisation, la suppression de la liberté dans l'activité économique, mais elle doit donner au pouvoir central la possibilité d'exercer une pression sur les marchés afin d'orienter la production dans un sens conforme aux intérêts généraux de la nation, exactement comme aujourd'hui les arbitrages sur le marché du travail dirigent les salaires dans tel ou tel sens.

Disposant de moyens d'action sur les prix et la production, l'Etat pourrait dévier la consommation de certaines marchandises vers d'autres. Il pourrait restreindre la consommation de luxe et aussi celle des marchandises qui coûtent le plus cher au pays. Il ne faut pas se laisser hypnotiser par le fait qu'en Allemagne on pratique de semblables procédés dans des buts de conquêtes qui nous révoltent. A des baionnettes on ne peut pas répondre par de bonnes paroles. A une économie autoritaire, on ne répond pas par du libéralisme, c'est-à-dire, de nos jours, par de l'impuissance.

Il reste la fameuse question des rapports entre le libéralisme et la liberté, tout court. Doit-on perdre la liberté si l'on entre dans un régime d'économie dirigée ? A cela il faut répondre la liberté ne se conserve pas, elle doit être conquise chaque jour à mesure que les formes de la société et de l'économie évoluent. Dans tous les temps il y a eu des peuples libres et des peuples esclaves. Il dépend encore de nous de rester libres quelles que soient les nécessités auxquelles nous sommes soumis.

H. D.

## Portrait d'un homme de notre esprit

(Suite de la 1<sup>re</sup> page.)

Cette espérance, dans un monde apaisé et voué aux tâches raisonnables et humaines, M. Van Zeeland est un de ceux qui la personnifient le mieux, non seulement aux yeux des démocrates que nous sommes, mais aussi aux yeux de tous les citoyens des derniers pays libres.

Cette espérance est notre raison de vivre à nous, les jeunes, dont l'enfance a grandi dans les foyers désertés de la guerre, dont la jeunesse a connu les déceptions et les angoisses de la crise et dont l'avenir demeure hypothéqué par un redoutable point d'interrogation.

Cette espérance, Monsieur le premier Ministre, que vous avez contribué à déposer en nous, nous vous la confions. N'êtes-vous pas, mieux que quiconque, désigné pour recevoir la confiance des jeunes hommes ? Votre carrière de professeur, de technicien, d'homme de gouvernement n'a cessé de se dérouler sous le signe de la jeunesse.

Dramatiquement d'abord, lorsque la guerre vous surprit étudiant à Louvain pour vous jeter au devant des forces qui envahissaient votre pays. Puis, la paix revenue, après avoir complété votre apprentissage en Amérique, vous fûtes très vite engagé dans l'équipe des reconstruteurs dont l'Europe avait tant besoin et dont elle allait malheureusement méconnaître les services.

L'épreuve du feu et l'épreuve plus dure encore des hommes ont conféré à votre jeunesse l'autorité que dispensent habituellement les années. En 1925, c'est un jeune qui devient l'un des directeurs de la Banque nationale de Belgique, puis, que vous n'avez alors que trente-trois ans. Dix ans plus tard, en constituant votre premier gouvernement, vous restez fidèle à la jeunesse, en ramenant de soixante à quarante-cinq ans l'âge moyen des ministres.

En vérité, à la jeunesse qui cherche des modèles vivants, vous pourriez être proposé comme l'un des meilleurs, car vous lui apprendriez comment l'étude conduit à l'action.

L'économiste et l'homme d'Etat ont, en effet, été précédés par un étudiant en philosophie et en droit, continué par lui-même de l'enfant médiocrité qui recueillait d'année en année, dans le collège de sa petite ville natale, tous les prix d'excellence. Et ce n'est pas un petit enseignement, à notre époque riche d'une élite d'étude et pauvre d'une élite d'action, que celui de l'homme qui sait prendre à l'heure voulue ses responsabilités pour traduire en actes le fruit de ses réflexions et de ses enquêtes.

Si tous les philosophes avaient fait comme vous, Monsieur le Premier Ministre, et n'avaient pas craint d'aborder de front la grande bagarre politique et économique, les foules seraient moins abusées par tant de bateleurs et d'histrions.

Or, il s'est trouvé justement que vous avez eu à affronter l'un des hommes qui prétendent indûment à la direction des peuples. Pendant quelques mois, cet homme a représenté un véritable danger pour les libertés du peuple belge. Dans votre pays, qui est l'un des plus démocratiques de la terre, le fascisme, d'autant plus dangereux qu'il n'osait pas toujours dire son nom, a poussé une offensive inquiétante. Un jour — c'était, je crois bien, le 8 mars 1937 — Léon Degrelle écrivait dans son journal : « Il nous faut la bataille, il nous la faut tout de suite. Ce soir, nous déclarons la guerre au régime. »

Vous avez aussitôt relevé le gant. La bataille a eu lieu. Et c'est vous qui avez gagné.

On frémit en pensant à ce qui serait advenu de la Belgique s'il n'y avait pas eu un Van Zeeland pour barrer la route à Degrelle. Mais, pour une fois, la marée totalitaire se heurtait à une digue solide, celle que votre gouvernement avait dressée par ses multiples réalisations ; pour une fois, la démocratie avait pour la représenter, en face d'un adversaire dont on ne pouvait méconnaître le « dynamisme », un homme lui aussi plein d'allant et de jeunesse, dont le cran était supérieur à celui du démagogue que les circonstances lui imposaient de combattre ; pour la première fois, avec vous la démocratie battait le fascisme sur son propre terrain, celui des foules.

Grâce à vous, la mystique la plus entraînée, la cohésion la plus forte, l'enthousiasme le plus grand, n'étaient pas du côté du rexisme. Derrière vous, s'était réalisée l'union des trois partis traditionnels et le zèle que dispensaient pour votre candidature les socialistes et les libéraux n'était pas moins débordant que celui des catholiques.

En vérité, tous les démocrates s'étaient reconnus en vous et ils avaient compris quelle fut leur diversité d'origine, que ce qui a perdu la démocratie italienne et la démocratie allemande, c'est leur état de division perpétuelle et la prédominance des luttes de tendance, alors que le régime se trouvait dans le plus grand péril.

Les communistes eux-mêmes vous apportèrent leurs voix, bien que vous vous soyez proclamé en toute occasion l'irréductible adversaire de leur politique. Tout en faisant la part du calcul dans cette attitude, Georges Bidault pouvait écrire dans « l'Aube », un lendemain de votre triomphale élection : « Nous relierons comme un argument efficace d'apologie que, pour la première fois dans l'histoire, ce soit dans la personne d'un catholique intransigent que la fraction la plus ouvertement révolutionnaire et la plus déchristianisée

se au monde ouvrier ait appris à reconnaître un champion indiscutable de la justice sociale comme de la liberté politique. »

Je voudrais, avant de terminer, évoquer cette journée pour moi inoubliable du 11 avril 1937, où plus de 275.000 citoyens belges manifestèrent sur le nom de Van Zeeland leur attachement à la liberté. Cette journée-là, je l'ai passée à Bruxelles où j'étais venu avec quelques camarades parce que je savais y vivre des heures d'enthousiasme et de foi.

Monsieur le Premier Ministre, je ne saurais jamais dire à quel point je vous garde de reconnaissance pour la joie que vous m'avez donnée ce jour-là. Dans un monde où tant et tant de nations voient se dérouler les fastueuses mises en scène de la force triomphante, ou veut-on que notre jeunesse trouve, du côté de la liberté, l'équivalent en exaltation et en fierté ? Trop souvent la démocratie ne lui apporte que le spectacle ennuyeux des disputes partiales et des controverses byzantines. Or, si nous sommes profondément attachés aux droits de la personne humaine et prêts à la défendre contre toute atteinte, nous sommes aussi de notre époque, qui est une époque de sentiments collectifs et de mouvements de masses. Pour gonfler ces sentiments, pour animer ces masses, il faut une mystique. Ils le savent bien ceux qui ont fait de l'hitlérisme une sorte de religion nouvelle. Mais nous sommes, quant à nous, convaincus que la démocratie telle que nous la comprenons peut offrir une mystique supérieure aux idéologies grossières qui triomphent ailleurs.

Le 11 avril 1937, à Bruxelles, la mystique démocratique, avec ce qu'elle comporte d'humain et de chrétien, l'a emporté sur l'autre, celle qui était allée chercher ses inspirations à Rome et à Berlin. Il est facile de comprendre quel pouvait être alors notre enthousiasme à l'annonce de cette victoire de votre idéal, venant après de si nombreuses défaites. Ce jour-là, nous avons entrevu que la liberté aurait un jour sa revanche en Europe.

Pour avoir incarné cette mystique en une circonstance historique, pour avoir remporté cette grande victoire, soyez assuré, Monsieur le Premier Ministre, de notre fervente gratitude. Au nom des « Nouvelles Equipes Françaises », mouvement jeune qui comprend beaucoup de jeunes, mais qui a derrière lui une vieille tradition démocratique et chrétienne, je suis heureux de vous dire ce soir combien notre fierté est grande de saluer dans un homme de notre esprit un des rares champions victorieux de causes qui nous sont chères.

Louis TERRENOIRE.

## Promenade ouvrière au paradis fasciste

(Suite de la page 1)

Café, actuellement presque introuvable, 35-45 litres le kilo.  
Lard, 10 litres le kilo.  
Saïndoux, 6-7 litres le kilo.  
Beurre, en moyenne, 18 litres le kilo.  
Fromage, 13-50-17 litres le kilo.  
Pommes de terre, 0.60-0.80 litre le kilo.  
Haricots secs, 2.20-2.50 litres le kilo.  
Oignons, 1.50-1.80 litre le kilo.  
Lait pasteurisé, 2.20 litres le litre.  
Lait cru, 1.50 litre le litre.  
Riz, 2.50-3 litres le kilo.  
Huile d'olive moyenne, 14 litres le kilo.  
Huile végétale, 10-12 litres le kil.  
Viande de bœuf, première qualité, 12-15 litres le kilo.  
Viande de bœuf, deuxième qualité, 8-10 litres le kilo.  
Viande de veau, 16-22 litres le kilo.  
Viande de porc, 19-21 litres le k.  
Poulets (non entoyés), 15-17 litres le kilo.  
Œufs, 0.80-1.10 litre pièce.  
Poisson frais, sole, 20-30 litres le kilo ; truites, 18-25 litres le kilo.  
Vin, qualité ordinaire, 2-5 litres le litre.

Il s'ensuit une baisse de la consommation que les statistiques ne peuvent dissimuler.

C'est ainsi que la consommation annuelle, par habitant et en kilos, est passée pour la farine de froment de 142.5 kilos en 1926 à 118.6 en 1936 ; celle de la farine de blé tendre est passée, toujours de 1926 à 1936, de 116.8 à 98.3 ; celle du blé dur, de 25.7 à 20.3 (— 20). La consommation des haricots est passée de 5 à 4 (— 20). Celle des pommes de terre de 35.4 à 29.6 (— 16.5). Celle des légumes frais de 42 à 38 (— 8). Celle des tomates, même, de 19.9 à 18.8 (— 5). Celle des fruits frais de 49.9 à 29.7 (— 27). Celle des fruits secs de 20.4 à 13 (— 35). L'huile d'olive (évaluée en litres) de 6.1 à 5.1 (— 17). Celle de l'huile végétale de 2.2 à 1.1 (— 50). Celle du sucre de 9.01 à 6.7 (— 26). Celle du café de 0.9 à 0.6 (— 30). Celle de la viande de 18.8 à 16.1, etc. Baisse encore de la consommation des produits laitiers, du lard, du saïndoux, du vin, etc.

Baisse aussi de la vente des vêtements et étoffes ; pour les étoffes de coton et les étoffes mixtes, de 14 à 16 % de 1930 à 1936.



Imprimerie Centrale  
12, rue St-Siméon,  
Bordeaux.

Le Gérant: Henri SINJON.

## Décret concernant le chômage

Codification des textes sur le chômage et modification de certaines de leurs dispositions

(publié au Journal Officiel du 7 mai 1939)

TITRE I<sup>er</sup>

Art. 1<sup>er</sup>. — ...Aide de l'Etat... aux départements, communes, syndicats de communes... caisses syndicales et mutuelles d'assurance contre le chômage....

Art. 2. — Sont considérés comme étant en chômage complet les travailleurs habituellement occupés par un employeur et tirant de cette occupation une rémunération régulière et non une rémunération d'appoint lorsqu'ils ont perdu leur occupation et, qu'avant toute liberté d'en accepter une autre, il ne peut leur en être procuré une, bien qu'ils aient la capacité et la volonté de travailler.

Art. 3. — Sont considérés comme étant en chômage partiel les travailleurs qui ne sont employés, par suite de manque de travail, que pendant une durée inférieure à la durée normale.

Art. 4. — Tout salarié de nationalité française, dont le chômage répond aux définitions des articles 2 et 3 ci-dessus, qui se trouve, par suite de manque de travail, momentanément privé des ressources suffisantes pour assurer son existence et celle des membres de sa famille qui sont à sa charge peut, s'il remplit les conditions fixées par le présent décret, être admis à bénéficier des allocations versées par les institutions publiques de chômage fonctionnant dans la commune où il réside.

Peuvent, également, être admis au bénéfice des allocations de chômage les travailleurs étrangers titulaires d'une carte de travail non périmée ressortissant d'Etats ayant conclu, avec la France, en matière de chômage, un traité de réciprocité.

Art. 5. — L'affiliation aux caisses d'assurance contre le chômage n'est subordonnée à aucune condition de nationalité.

## TITRE II

## ASSISTANCE CHÔMAGE

SECTION I. — Institution publique de chômage, article 6 et 11 concier uniquement les caisses.

SECTION II. — Admission au bénéfice des allocations.

Art. 2. — Le Maire ou le Préfet...

Art. 13. — Pour les institutions municipales de chômage, la commission précitée peut être la commission paritaire de l'office municipal de placement ou, à défaut, une commission composée comme suit :

1<sup>o</sup> Le maire ou son adjoint, président ;  
2<sup>o</sup> Deux membres employeurs ;  
3<sup>o</sup> Deux membres salariés.

Les membres employeurs ou salariés sont nommés par arrêté du maire et sont choisis, de préférence, parmi les administrateurs de syndicats professionnels ou de conseils de prud'hommes et dans les professions particulièrement atteintes par le chômage.

En aucun cas les membres salariés qui perçoivent des allocations de chômage ne peuvent être désignés pour faire partie de cette commission.

## SECTION III. — Chômage complet

Art. 17. — Les chômeurs, répondant à la définition de l'article 2 du présent décret doivent, pour être admis au bénéfice des allocations versées par les fonds de chômage départementaux, communaux ou intercommunaux justifier :

1<sup>o</sup> Qu'ils ont exercé, pendant une période assez longue ayant précédé immédiatement leur mise en chômage, une profession dont ils tiraient un salaire régulier et non pas seulement un salaire d'appoint et qu'ils sont déliés de tout engagement vis-à-vis de leur dernier employeur ;  
2<sup>o</sup> Qu'ils résident, depuis une période suffisamment longue, dans la commune, pour qu'ils aient pu contribuer, par leur travail, à l'activité économique locale.

Les règlements fixent la durée de ces deux périodes qui ne pourront, en aucun cas, être inférieures, la première à six mois, et la seconde à trois mois.

Art. 18. — Les chômeurs ne comptant pas encore, dans la commune, la durée minima de résidence exigée pour avoir droit aux allocations peuvent être secourus par le fonds de chômage de leur nouvelle résidence si la commune, qui les secourait précédemment, consent à prendre à sa charge les frais occasionnés par le paiement des allocations de chômage jusqu'à ce qu'ils remplissent les conditions exigées par le deuxième alinéa du présent article pour être secourus dans leur nouvelle commune.

Art. 19. — Les chômeurs, à l'appui de leur demande d'inscription aux fonds de chômage, doivent produire les certificats de leurs derniers employeurs afin de justifier qu'ils ont exercé une profession pendant la durée minima fixée à l'article 17, ainsi que les récépissés attestant le versement de leurs cotisations d'assurances sociales.

Dans le cas où l'intéressé ne pourrait produire ces pièces, il devrait faire la preuve qu'il remplit les conditions par tous autres moyens.

Art. 20. — Les chômeurs saisonniers, sans qu'il y ait, à ce sujet, à faire de distinction entre les travailleurs de l'industrie et les travailleurs agricoles peuvent être admis au bénéfice des allocations de chômage au même titre que les autres travailleurs à condition que l'état de chômage dans lequel ils se trouvent ait un caractère exceptionnel à l'époque de l'année à laquelle il se produit.

En conséquence, ils doivent faire la preuve que, l'année précédente, à la même époque, ils occupaient, chez un employeur, un emploi dont ils tiraient un salaire régulier.

Art. 21. — Le chômeur qui demande à être admis au bénéfice des allocations doit obligatoirement, avant de présenter sa demande d'inscription, s'inscrire au service de placement fonctionnant dans la localité où il réside. Ce service lui délivrera immédiatement un récépissé de sa demande d'emploi.

Le chômeur ne pourra être secouru qu'à l'expiration d'un délai de carence dont la durée, fixée par le règlement du fonds de chômage, ne doit pas être inférieure à cinq jours. Le point de départ de ce délai est le jour où le chômeur présente au fonds de chômage sa demande d'inscription, accompagné du récépissé attestant qu'il est inscrit comme demandeur d'emploi au service de placement de sa commune.

Art. 22. — Si le chômeur qui a commencé à travailler perd son emploi moins de trois mois après l'avoir obtenu, le délai de carence visé à l'article précédent est réduit à un jour ; dans ce cas, le chômeur est admis le lendemain du jour où il a rempli les formalités prévues aux articles 17 et 21 et concernant sa double inscription à l'office de placement et au fonds de chômage.

Art. 23. — Le bénéfice des allocations est suspendu pour tout chômeur qui n'a pas répondu à une convocation adressée par les commissions de contrôle prévues aux articles 13 et 14 du présent décret.

Art. 24. — Ne peuvent recevoir les allocations de chômage ou doivent être exclus, à titre temporaire ou définitif, du bénéfice des allocations :

1<sup>o</sup> Les chômeurs qui se trouvent privés de travail pour raison d'âge ou d'incapacité ;  
2<sup>o</sup> Ceux dont le chômage est provoqué par un différend collectif de travail intéressant l'établissement où ils travaillent ;  
3<sup>o</sup> Ceux qui, sans excuse valable reconnue par la commission de contrôle, n'ont pas répondu aux convocations de l'office public de placement ;

4<sup>o</sup> Ceux qui ont refusé un emploi offert par ledit office, soit au lieu de leur résidence, soit ailleurs. Cet emploi doit être rétribué au taux du salaire normal et courant de la profession de la région. La durée de l'exclusion ne peut être inférieure à un an ;

5<sup>o</sup> Les chômeurs qui ont touché indûment des allocations ou ceux qui ont fait sciemment des déclarations inexactes ou présenté des attestations mensongères ;

6<sup>o</sup> Ceux convaincus de se livrer habituellement à la boisson. Toutefois, le bénéfice des majorations pour charges de famille peut être maintenu soit au conjoint et aux enfants, soit aux enfants seuls. Ces majorations sont versées directement à la femme ou aux enfants ou aux personnes ayant la charge des enfants.

Art. 25. — Le règlement de l'institution publique de chômage doit prévoir les conditions dans lesquelles le contrôle de l'attribution des allocations est organisé, en vue d'éviter que des personnes ayant cessé de remplir les conditions exigées continuent à recevoir des allocations.

Art. 26. — La répétition des allocations indûment perçues peut être exercée sans préjudice des sanctions prévues par les articles 59, 60 et 405 du code pénal, en cas de fraude.

Art. 27. — Les chômeurs secourus sont tenus, sauf motif reconnu valable par la commission de contrôle, de fréquenter les centres de rééducation professionnelle créés ou agréés par l'Etat, même si cette fréquentation leur implique un déplacement. Dans ce dernier cas, les frais de transport sont supportés par les centres de rééducation professionnelle et sont admis dans la liste des dépenses subventionnées par l'Etat dans les conditions prévues par l'article 143, alinéa 1<sup>er</sup>.

## SECTION IV. — Marine

## SECTION V. — Chômage partiel

## I. — Dispositions générales

Art. 34. — Le chômage partiel visé dans la présente section est celui des salariés définis à l'article 3 ci-dessus qui, tout en continuant à être occupés par leur employeur, ne sont employés, par suite de manque de travail, que soit une semaine sur deux, soit moins de trois jours et moins de vingt-quatre heures par semaine.

Art. 35. — Le chômage partiel doit atteindre un établissement ou une partie d'établissement comprenant au moins dix ouvriers et affecter l'ensemble du personnel autre que celui occupé aux travaux d'entretien indispensables ou à une mission de surveillance.

Art. 36. — Pour avoir droit aux allocations, les chômeurs, remplissant les conditions indiquées aux articles 34 et 35, doivent justifier qu'ils appartiennent à l'établissement depuis quatre semaines au moins.

Les dispositions de l'article 17, ci-dessus, leur sont également applicables.

Art. 37. — Ne peuvent recevoir les allocations :

1<sup>o</sup> Les chômeurs qui perçoivent un salaire ou une indemnité de leur employeur pour les journées de chômage partiel ;

2<sup>o</sup> Les chômeurs qui effectuent, les jours de chômage partiel, un travail contre rétribution.

Toutefois, si ce salaire, cette indemnité ou cette rétribution est inférieure au montant de l'allocation prévue par le règlement, la différence entre ces deux sommes peut être allouée aux chômeurs.

(Lire la suite en page 4)

## REGION PARISIENNE

## Le rajustement des salaires dans la Métallurgie

(Suite de la 1<sup>re</sup> page.)

Art. 3. — Il est fait application du pourcentage ci-dessus au minimum vital horaire déterminé pour chaque catégorie d'ouvriers, conformément au tableau ci-après :

A. Ouvriers adultes (manœuvres), majoration horaire : 0 f. 20.  
B. Ouvriers adultes (spécialisés), majoration horaire 0 f. 25.  
C. Ouvriers adultes (professionnels), majoration horaire, 0,30.  
D. Ouvrières adultes majoration horaire, 0 f. 20. — E. Jeunes gens (au-dessous de 18 ans), majoration horaire, 0 f. 15. — F. Jeunes filles (au-dessous de 18 ans), majoration horaire, 0 f. 10.

Ces sommes s'ajouteront aux salaires de base (salaires contractuels résultant de l'accord du 2 mai 1938 incorporés à la convention collective du 12 juin 1936, et détermineront ainsi le barème révisé des salaires minima garantis de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la région parisienne.

C'est ici que s'accomplit le tour de passe-passe. En effet, la jurisprudence de la Cour supérieure d'arbitrage précise que si le pourcentage de majoration est calculé sur le minimum vital, le montant de majoration doit être ajouté aux salaires de base et non aux salaires effectivement payés.

Dans les faits, ceci se traduit de la façon suivante : l'ouvrier ajusteur qui a 10 fr. 86, salaire de base, salaire contractuel accordé 2 mai 1938, recevra 0 fr. 30 de l'heure ; mais s'il a par exemple, un salaire effectif de 11 fr. 15 ou plus, par suite de primes de rendement ou autres, il n'aura droit à aucune majoration, car 10,80+0,30=11,16, un centime de rallonge!!!

Art. 4. — La présente sentence prendra effet à compter du lundi 8 mai 1939.

Nous tirons ces résultats à nos camarades, ils en tireront la conclusion logique. Sans organisations syndicales fortes et disciplinées, la classe ouvrière ne pourra espérer obtenir la reconnaissance et le respect de ses droits.

J. B.

## Cinéma et Moralité

Quoique cette question ne soit pas d'ordre strictement syndical, elle doit à notre humble avis préoccuper tout Père de Famille et par conséquent n'être pas inopportune au sein des informations de notre Journal.

En effet, le Cinéma, peut être bienfaisant ou malfaisant, suivant que le film est bon ou mauvais. Il faut, et chacun de nous le comprend certainement, que les scènes qui vont se dérouler, soient, saines, instructives et récréatives. Qu'en est-il hélas pour la moitié des films projetés !

Camarades et amis qui lirez ces lignes, soyez persuadés qu'il nous importe dans l'éducation de nos enfants, de nos jeunes gens et de nous-mêmes, de nous montrer attentifs sur cet important sujet.

L'expérience a déjà démontré depuis l'existence du Cinéma, l'influence très marquée dans la vie des adolescents et ensuite de l'homme.

Dis-moi ? Qu'a-t-on à gagner et que retire-t-on de la vue d'un mauvais film où la plaie de tous les temps a plaisir à s'étaler ? Rien n'est-ce pas, si ce n'est le dégoût.

Mais me direz-vous, comment connaître avant d'aller se divertir si tel ou tel film est intéressant et non pimenté ?

Il y a un moyen facile en tout premier lieu et accessible à tous dans nos temps et qui mérite d'être signalé ; c'est d'avoir chez soi le journal du Cinéma et de la Radio « Choisir », où chaque semaine une liste fournie est publiée avec les appréciations utiles. C'est la documentation la meilleure et la moins coûteuse ; environ soixante quinze centimes par semaine.

Ceci pour ceux qui vont régulièrement au Cinéma toutes les semaines. Pour les autres qui n'ont, ni le temps, ni les possibilités et en province par exemple où le programme des films de la saison est connu assez longtemps à l'avance, je suis à la disposition de nos Camarades pour leur fournir par correspondance les renseignements utiles. Un timbre pour la réponse est seul demandé.

H. Germain, 12, rue des Quatre-Cheminées, Billancourt, (Seine).



# La Vie Fédérale et Syndicale

## CALVADOS

### VIRE

Le Syndicat de la Métallurgie de notre petite ville se heurte depuis assez longtemps à l'hostilité marquée de la Direction de la Société Générale d'Équipement, qui ne peut admettre que la collaboration, ne soit pas dirigée par elle. L'autorité, telle que l'entend Monsieur le Directeur, est celle d'un maître qui dispose sur son personnel de droits absolus et incontrôlés, allant même dans certains cas jusqu'à l'exaspération.

Obligé de faire procéder à de nouvelles élections, ce Républicain, ainsi qu'il s'est nommé dans une correspondance, s'est employé par des mesures qui le qualifient, à les rendre impraticables pour son personnel.

Les délégués, institution de collaboration des salariés avec leurs patrons, éléments de concorde sociale, auraient dû trouver auprès de l'homme d'ordre dont se réclame ce Directeur, un appui favorable. La procédure qu'il a employée démontre une fois de plus ce qu'il faut penser de certains partisans de l'ordre, tel qu'ils le conçoivent.

Après avoir été frappés de nullité, comme l'a relaté l'Ouvrier Métallurgiste de janvier, la direction de la S.G.E. devait dans un délai d'un mois, faire procéder à de nouvelles élections, avec quel retard une date est choisie. Mais entre temps paraît à l'Officiel le règlement d'administration publique fixant les modalités des opérations électorales.

La direction s'aligne sur ce règlement (comme c'était son droit) et l'applique avec la plus intransigeante rigueur :

1° Jour de l'élection fixé le samedi 1<sup>er</sup> avril au matin, alors que celui-ci est jour chômé ;

2° Exige de chacun, le livret militaire et la carte d'électeur (sauf des exceptions) ;

Devant cette intransigeance et cette inutile brimade, les chiffres suivants feront mieux connaître les sentiments du personnel à l'égard de procédés semblables :

1<sup>er</sup> groupe. — Atelier A, magasin, contrôle, entretien. Nombre du personnel approximatif : 90. Inscrits : 4 ; Votants : 3.

Elu titulaire : Morel ; suppléant : Le Roux.

2<sup>o</sup> groupe. — Atelier C et D. Nombre du personnel approximatif : 100. Inscrits : néant ; Votants : néant. Elus : néant.

3<sup>o</sup> groupe. — Atelier E. et I. et terrassiers. Nombre du personnel approximatif : 90. Inscrits : 7 ; Vo-

tants : 3. Elu titulaire : Garnier ; Suppléant : Galle.

4<sup>o</sup> groupe. — Employés et Collaborateurs. Nombre du personnel approximatif : 50. Inscrits d'office : 20 ; Votants : 10. Elu titulaire : Chevallier ; Suppléant : Jackton.

NOTA. — Les chiffres approximatifs sont tous inférieurs.

Doit-on les commenter ? Nous ne le pensons pas, mais il nous paraît opportun de faire quelques remarques et justifier l'abstention de nos camarades :

1<sup>o</sup> Les élections ne se justifiaient pas un samedi, jour chômé, qui est pour nous camarades, surtout pour les femmes, le seul jour de la semaine où elles peuvent mettre de l'ordre à la maison, faire la lessive et les achats.

Evidemment, le règlement prévoit que les élections doivent avoir lieu en dehors des heures de travail (voilà la lettre). Mais il y a aussi... sauf entente entre les intéressés.

Il fallait consulter le personnel (Cela en aurait été l'esprit).

Il a été exigé la carte d'électeur en plus du livret militaire. Or, la carte d'électeur n'est délivrée que s'il y a une élection quelconque dans l'année, ce n'était pas le cas.

Deuxième point : Bon nombre d'ouvriers et des meilleurs, viennent d'une autre circonscription. S'ils sont inscrits sur les listes, ils n'ont pas encore reçu de carte.

Evidemment on peut exiger le livret et la carte (c'est la lettre), mais alors il les faut exiger de tous, et ne pas faire d'exception (ce n'est évidemment pas le meilleur esprit) surtout quand on possède comme la direction, tous renseignements utiles sur son personnel.

Autre remarque, peut-être plus importante que les autres et qui a grandement influé sur la décision prise par le personnel.

Appliquons les lois, faisons-les respecter ! certes.

Nous sommes de ceux qui disent : c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit. Appliquons-les toutes, respectons-les toutes.

Votre personnel n'a pas encore compris, Monsieur le Directeur, pourquoi, malgré nos lettres en date du 10 février, du 17 mars, et d'ailleurs, comme l'expliquait clairement notre tract distribué par nos soins à la porte de votre usine, pourquoi vous n'avez pas encore payé la majoration de 10 p. cent prévue alors par les décrets pour les heures supplémentaires...

Heures de récupération ? déclarez-vous à l'Inspecteur du Travail. Pourtant les Ateliers C.D.E.I. ont pu perdre en 1938 des heures (nous nous souvenons de l'action menée par notre organisation pour remé-

dier à ce chômage partiel). Il n'en reste pas moins vrai, que beaucoup de ces ouvriers et ouvrières de ces ateliers avaient déjà dans l'année plus que récupéré.

Pourtant ils récupèrent ! L'Atelier A a fait des heures supplémentaires en 1938.

Pourtant, tous à l'heure actuelle récupèrent ! Le contrôle ! Le magasin !

Les employés ! Tous récupèrent des heures qu'ils n'ont jamais perdues, et pour en terminer, le nouveau personnel embauché depuis le chômage (plus de 100 personnes) récupère également.

Et nous avions raison lorsque nous mettions sur notre petit tract, que cette récupération vous procurait à vous, Direction, au détriment de votre personnel, un profit illicite.

L'action régulière est engagée pour faire obtenir à nos camarades ce qui du reste leur est dû et une fois de plus les faits nous donneront raison.

Voyez-vous pourquoi votre personnel, Monsieur le Directeur, ne vous comprend pas, et ne vous suivra pas tant que vous persévererez dans cette politique de « saut-mouton » qui consiste à vouloir ignorer et à ne pas appliquer les lois et décrets qui le protègent.

Des MENEURS ! il n'y en a pas dans votre usine, Monsieur le Directeur, il y a seulement des hommes conscients de leur dignité d'hommes, qui ne refuseront jamais, lorsque le bien général le nécessitera, de faire honneur à leurs qualités de professionnels et de travailleurs, mais qui, groupés au sein de l'organisation chrétienne, entendent faire respecter, comme ils respectent les vôtres, leurs droits, tous leurs droits, y compris celui de vivre libres et égaux devant les... lois.

### Fusion des gaz

L'Usine à Gaz de Vire a procédé aux élections des délégués du personnel. Voici les résultats satisfaisants obtenus par notre organisation :

Titulaire : Brouillard (C.F.T.C.) ; Suppléant : Le Cosler (C.F.T.C.) ; Conseil de discipline :

Délégué titulaire : Le Cosler (C.F.T.C.) ; Suppléant : Leteinturier (C.G.T.).

L'action bienfaisante et régulatrice de notre syndicalisme, amenée de plus en plus à nous les travailleurs, et nous avons eu le plaisir d'enregistrer des adhésions. Bravo militants, continuez à faire autour de vous la propagande nécessaire.

## LOIRE-INFÉRIEURE

### NANTES

#### Section Aviation S. N. C. A. O. Bouguenais

L'arrêté concernant les constructions aéronautiques est de l'initiative du Gouvernement, vu l'article 5 du décret du 20 mars 1939 relatif aux conditions de travail des entreprises travaillant pour la défense nationale.

Les conventions locales de la métallurgie prendront la place de celles du contrat national du 14 avril 38 qui avaient été rendues obligatoires le 5 août suivant.

Il faut rappeler que cet arrêté d'extension avait été rapporté par le ministre du travail le 10 mars 39 et que trois jours plus tard la Chambre syndicale patronale dénonçait la convention nationale.

Une revue patronale disait le 23 mars que le personnel en fonction actuellement ne serait pas touché. Depuis, des déclassés ont eu lieu, les ajusteurs d'études 10 fr. 60 sont passés ajusteurs monteurs à 10 fr. 15 ; dans les dessinateurs d'études, il y en a aussi qui sont passés dessinateurs d'exécution, et parmi les femmes aussi, etc...

La province, et notre région nantaise en particulier, verra des ouvriers embauchés avec un salaire réduit, l'abattement prévu par rapport à Paris qui était de 10 p. cent étant de 23 p. cent vis-à-vis des salariés des constructions navales. Il y aura peut-être des régions ayant encore une différence plus grande.

Quand ces mêmes camarades auront payé 7 francs par jour et davantage de transport et les menus frais du travail en banlieue, ils seront de loin les privilégiés de l'aviation... l'industrie soi-disant toute particulière de 1936.

La dite convention n'est plus l'œuvre des parties intéressées, sans consultation elle est bien morte.

Les événements actuels ont favorisé Gouvernement et patrons.

MOYON.

## NORD

### LILLE

#### Notre Assemblée annuelle

Comme prévu, notre Assemblée générale s'est tenue le 23 avril au siège syndical. Malgré les différents communiqués parus tant dans l'O.M. que dans la presse locale, un certain nombre de nos camarades brillaient par leur absence

ques du Sud-Est a repris quelques chômeurs qui avaient été mis à pied le 30 novembre, et au 28, 20.469 dont 1.794 dans la Métallurgie. A Berre, la Société ci-dessus a repris 4 ouvriers spécialistes qui avaient été licenciés le 30 novembre.

CALVADOS. — Au 7 avril on comptait 483 chômeurs dont 47 dans la Métallurgie ; pas de répartition pour les semaines suivantes.

COTE D'OR. — Situation sans modification notable dans la Métallurgie : quelques spécialistes sont toujours recherchés ; le travail n'est pas très actif et plusieurs usines chôment partiellement.

DOUBS. — Situation assez satisfaisante dans la Métallurgie ; au 7 avril on comptait 98 chômeurs dont 32 dans la Métallurgie ; au 15, 96 dont 30 dans les métaux ; au 21, 103 dont 31 dans les métaux et au 28, 97 dont 29 dans la Métallurgie.

DROME. — Au 7 avril on comptait 495 chômeurs dont 90 dans la Métallurgie ; au 15, 500 dont 84 dans les métaux ; au 21, 477 sans changement pour les métaux et au 28, 476 dont 85 dans la Métallurgie.

EURE-ET-LOIR. — Le travail est normal dans l'industrie des métaux.

HAUTE-GARONNE. — Au 7 avril on comptait 4.908 chômeurs dont 264 dans la Métallurgie ; au 15, 4.902 dont 264 dans les métaux ; au 21, 4.878 dont 269 dans les métaux et au 28, 4.849 dont 236 dans la Métallurgie.

GIROUDE. — Au 7 avril on comptait 3.176 chômeurs dont 281 dans la Métallurgie ; au 15, 3.123 dont 277 dans les métaux ; au 21, 3.070 dont 268 dans les métaux et au 28, 3.039 dont 236 dans la Métallurgie.

ILLE-ET-VILAINE. — A Bruz, les ateliers de réparations de matériel roulant qui occupent 190 ouvriers travaillent normalement ; les Tréfileries de l'Ouest, qui comptent un effectif de 280 ouvriers licencient, le 22 avril, une douzaine de manœuvres non spécialisés.

INDRE. — On note une amélioration dans le travail des métaux où le travail est normal.

ISERE. — Au 7 avril on comptait 531 chômeurs sans chiffre dans la Métallurgie ; au 21, 460 dont 67 dans les métaux ; et au 28, 384 dont 67 dans la Métallurgie.

JURA. — Au 7 avril on comptait 915 chômeurs dont 152 dans la Métallurgie ; au 15, 870 dont 157 dans les métaux ; au 21, 804 dont 153 dans les métaux et au 28, 791 dont 161 dans la Métallurgie.

LOIRE. — Au 7 avril on comptait 4.931 chômeurs dont 1.288 dans la Métallurgie ; au 15, 4.804, dont 1.257 dans les métaux ; au 21, 4.701 dont 1.227 dans les métaux ; le chômage diminue légèrement dans toutes les industries, et au 28, 4.719 dont 1.237 dans la Métallurgie.

LOIRE-INFÉRIEURE. — Au 7 avril on comptait 2.967 chômeurs dont 927 dans la Métallurgie ; au 15, 2.803 dont 852 dans les métaux ; au 21, 2.834 dont 848 dans les mé-

(sans doute essayaient-ils de digérer les derniers décrets-lois de M. Paul Reynaud) ; toujours est-il qu'ils ont eu tort, car c'est surtout dans une assemblée générale que les syndiqués se rendent compte par le rapport moral et le rapport financier, du travail accompli par leur organisation syndicale.

De cette réunion il faut cependant retenir quelques faits principaux :

1<sup>o</sup> Du rapport moral découle la nécessité d'être syndiqué plus que jamais, à l'heure où tant de coups frappent les avantages si péniblement acquis depuis juin 1936. Pensons-nous à ce que deviendraient les congés payés et les demandes de rajustement de salaires s'il n'y avait devant des organisations patronales de plus en plus puissantes, de fortes organisations ouvrières pour en discuter, et quel cas ferait-on des conventions collectives et des minima de salaires ? Aussi tout syndiqué doit-il être un syndicaliste militant auprès de ses camarades d'usine ;

2<sup>o</sup> Du rapport financier : quelques chiffres de dépenses énoncés par Bienkowski, notre trésorier, montrent sans aucun doute à nos camarades que ceux-ci parlent mieux que des discours ; pour vous les absents j'en extrais quelques-uns : Notre caisse syndicale pour vous couvrir en partie du risque de grève a versé 5.775 francs à la caisse fédérale de résistance ; pour le Sou du Soldat, 360 francs ; avis à ceux qui oublient de nous avertir de leur départ au régiment) ;

Pour l'expédition à domicile de l'Ouvrier Métallurgiste et du « Nord Social », en vue de votre information syndicale, c'est plus de 20.000 francs qu'il a été dépensé.

Enfin, pendant l'année 1938, 52.000 francs ont été déboursés par les Caisses de chômage complet et partiel pour nos camarades en chômage ; la situation de celles-ci a d'ailleurs fait l'objet d'un large débat. Des propositions de modifications des cotisations d'une part et des prestations d'autre part, ont été adoptées. J'aurai l'occasion de vous en entretenir dans un prochain « Ouvrier Métallurgiste », pour l'instant je vous laisse sous l'impression des chiffres cités plus haut.

Enfin, pour terminer, sachez que, pour la demande de rajustement de vos salaires, formulée en mars, nous sommes passés le mardi 25 avril devant la Commission de conciliation que nous devrions plus tôt appeler : Commission « d'Inconciliation », car, pas plus là qu'ailleurs, nous n'avons pu nous concilier avec la partie patronale. Nous avons donc désigné Joseph Botton, secrétaire permanent de la Fédéra-

tion de la Métallurgie comme arbitre ouvrier ; les patrons de leur côté ont désigné M. de Plument de Paris.

A. VANDENBROUCKE.

## PAS-DE-CALAIS

### BETHUNE

#### Comité Régional de la Métallurgie de Béthune

#### Notre action

Dès la parution du nouvel indicateur du coût de la vie, notre syndicat, au nom du Comité régional, a demandé à la Chambre patronale de la Métallurgie de bien vouloir prendre en considération notre demande d'augmentation de salaires. C'est par un refus qu'il nous fut répondu le 15 avril. La Chambre patronale arguant que la nouvelle loi sur les allocations familiales était pour elle de nouvelles charges, notre Syndicat adresse à M. le Préfet le 18 avril une lettre lui notifiant le refus de la Chambre patronale en lui demandant de bien vouloir convoquer la Commission paritaire, afin de donner suite à notre demande.

Notre action continue. La Chambre patronale donne comme excuse que les allocations familiales nécessitent pour elle de nouvelles charges. Mais ce décret-loi n'a été pris que pour soulager en partie les familles ouvrières. Le célibataire, l'ouvrier marié, sans enfant, doit subir également l'augmentation du coût de la vie. Cela est aussi une charge pour la classe ouvrière.

Marcel BECK.

## SARTHE

### SAINTE-JAMME-SUR-SARTHE

Lors des dernières élections de délégués, nous avons réussi à conquérir un siège sur les candidats de la C.G.T. Le monopole de fait jusque là détenu par celle-ci, n'est plus et nous comprenons fort bien que se doublant de difficultés d'ordre intérieur, compliquées encore par certaines désaffections, le camarade Pottier, secrétaire de l'U.D. de la Sarthe ait manifesté quelque mauvaise humeur.

Mais que pour calmer son dépit il tente une diversion sur notre dos, non ! Respectueux de la pensée libre de tous nos camarades, nous rejetons comme indignes de la classe ouvrière ceux qui, usant de la calomnie, essaient par là de discréditer les membres d'une organisation qui ont commis à leurs yeux le crime impardonnable d'avoir voulu rester libres et fait acte dans des circonstances difficiles, d'hommes libres dans une démocratie dont certains se réclamaient pour mieux user des méthodes totalitaires.

Nous donnons ci-dessous la lettre adressée au camarade Pottier, en réponse à l'article paru sous sa signature dans le Travailleur Sarthois, organe de la C.G.T. :

Camarade,

J'ai lu dans le numéro du 17 au 23 mars de la « République Sociale » dans un article signé de votre nom, quelques lignes qui me semblent motiver cette mise au point. Je m'étonne que vous puissiez mettre en cause le syndical chrétien de Sainte-Jamme, lequel a toujours fait et fera toujours son possible pour que les ouvriers quels qu'ils soient, s'unissent pour la défense de leurs intérêts légitimes. Vous dites que nous avons essayé de semer la division et le trouble, cependant il me semble que ce n'est pas nous qui avons discrédité le syndicalisme à Antoigné, comme ailleurs, le 30 novembre dernier.

Parce que nous avons posé des candidats et double nos effectifs, nous serions des trublions ! Mais alors de la liberté, qu'en faites-vous ? Nos candidats auraient eu l'appui facile de la direction, prétendez-vous aussi. Je vous répondrai franchement que vous vous méprenez fort, car si notre Syndicat Chrétien n'était que ce que vous voudriez faire croire, eh bien, je vous le dis simplement, nous aimons mieux ne nous occuper de rien. Nous, militants, syndiqués chrétiens, nous avons un idéal plus élevé que cela, nous vous demandons de le respecter, au nom de la liberté syndicale. Quant à dire que nous avons eu une veste magistrale, c'est un comble, car si quel qu'un a endossé le paletot, c'est bien la C.G.T. ; avant les dernières élections détenant tous les sièges, elle en voit un lui échapper au bénéfice d'un candidat de la C.F.T.C.

Voilà la simple vérité. Voyez-vous, il ne faut pas imiter le fascisme, il faut faire place à tous et surtout à des camarades ouvriers qui, comme vous, ont leur beefsteak à défendre. Cette mise au point étant faite, dans l'avenir nous serons toujours prêts pour de loyales ententes pour la défense de nos intérêts communs, mais de grâce, camarade, pas de calomnies qui nuisent à la fraternité, car malgré la différence de nos conceptions syndicales, celle-ci doit continuer à régner entre nous.

Pierre CHARTRAIN,

Secrétaire

du Syndicat ouvrier C.F.T.C.

Nous félicitons notre camarade Eugène Fréchet qui l'estime des ouvriers de son atelier a porté au poste de délégué.

## Situation du marché du travail dans les départements

AINES. — Au 7 avril on comptait 2.365 chômeurs, dont 486 dans la Métallurgie ; au 15, 2.357 dont 456 dans les métaux ; au 21, 2.319 dont 465 dans les métaux, et au 28, 2.260 dont 467 dans la Métallurgie.

ALLIER. — Au 7 avril on comptait 534 chômeurs, sans chiffre pour la Métallurgie ; au 15, 505 dont 94 dans les métaux ; au 21, 481 et au 28, 442 sans chiffres pour la Métallurgie.

ALPES-MARITIMES. — Au 7 avril on comptait 3.897 chômeurs dont 320 pour la Métallurgie ; au 15, 3.872 dont 326 dans les métaux ; au 21, 3.756 dont 334 dans les métaux, et au 28, 3.779 dont 336 dans la Métallurgie.

ARDENNES. — Au 7 avril on comptait 1.683 chômeurs dont 1.078 dans la Métallurgie ; au 15, 1.653 dont 1.102 dans les métaux ; au 21, 1.660 dont 1.047 dans les métaux et

au 28, 1.649 dont 1.045 dans la Métallurgie.

AUBE. — L'O.D. recherche des ouvriers qualifiés pour plusieurs établissements des métaux.

BOUCHES-DU-RHON. — Au 7 avril on comptait 19.705 chômeurs dont 1.739 dans la Métallurgie ; au 15, 20.155 dont 1.781 dans les métaux ; au 21, 20.258 dont 1.847 dans les métaux. A Berre, la Société Nationale de Constructions aéronauti-

## STATISTIQUE du CHOMAGE TOTAL

DATES	Ensemble des Professions y compris la Métallurgie				MÉTALLURGIE SEULE						
	HOMMES		FEMMES		DEMANDES D'EMPLOI			OFFRES D'EMPLOI			
	TOTAL	% par rapport à l'ensemble de la population	TOTAL	% par rapport à l'ensemble de la population	PARIS et la Seine	Autres Départem.	TOTAL	PARIS et la Seine	Autres Départem.	TOTAL	
1939											
Semaines du :											
1 <sup>er</sup> au 7 Avril	283.886	111.461	395.347	2,23	22.431	29.359	51.790	13,09	254	144	398
8 au 15	280.769	111.484	392.253	2,22	22.423	27.995	50.418	13,08	146	203	349
16 au 21	278.073	111.576	389.649	2,21	21.971	28.006	49.977	12,82	103	119	222
22 au 28	276.049	111.495	387.544	2,20	22.086	28.695	50.781	13,10	130	164	294

## Le Mouvement dans les Départements des Demandes et Offres d'Emploi pour les Industries de la Métallurgie

DÉPARTEMENT	SEMAINE du 1 <sup>er</sup> au 7 Avril 1939		SEMAINE du 8 au 15 Avril		SEMAINE du 16 au 21 Avril		SEMAINE du 22 au 28 Avril	
	Demandes	Offres	Demandes	Offres	Demandes	Offres	Demande	Offres
Nord .....	10 379	aucune	10.323	aucune	10.186	4	10.315	aucune
Seine-et-Oise .....	2 816	—	3.181	—	2 683	aucune	3 087	—
Rhône .....	2 522	—	2.458	—	2.380	1	2.277	3
Loire .....	1.362	8	1.328	8	1.296	7	1.308	aucune
Bouches-du-Rhône .....	2.068	aucune	2.112	aucune	2.171	aucune	2 134	—
Pas-de-Calais .....	1.109	—	1.046	—	1 047	—	1.061	—
Ardennes .....	1.090	—	1.003	1	1.057	—	1.063	—
Loire-Inférieure .....	970	1	903	14	869	2	885	29
Seine-Inférieure .....	664	2	700	aucune	673	1	665	4
Haut-Rhin .....	653	6	638	2	613	2	586	10
Aisne .....	322	2	456	aucune	465	aucune	469	1
Meurthe-et-Moselle .....	517	6	—	—	252	5	229	2
Haute-Garonne .....	283	aucune	283	aucune	283	aucune	282	aucune
Alpes-Maritimes .....	—	—	328	aucune	335	1	—	—
Gironde .....	291	aucune	285	—	278	aucune	246	aucune
Jura .....	175	5	180	3	172	1	180	—
Oise .....	217	4	141	4	215	6	205	4
Haute-Vienne .....	163	2	165	aucune	162	aucune	157	aucune
Var .....	163	aucune	—	—	—	—	127	1
Bas-Rhin .....	384	5	286	5	374	6	335	10
Belfort .....	124	2	123	10	117	4	120	5
Saône-et-Loire .....	286	1	224	aucune	224	1	220	aucune
Somme .....	231	aucune	229	aucune	197	2	192	6
Haute-Marne .....	—	—	—	—	—	—	—	—
Marne .....	146	aucune	137	aucune	132	aucune	120	aucune
Hautes-Pyrénées .....	147	aucune	145	aucune	141	aucune	153	aucune
Hérault .....	127	aucune	137	aucune	138	aucune	—	—
Indre-et-Loire .....	—	—	109	3	—	—	—	—
Moselle .....	153	32	123	27	129	36	117	aucune
Puy-de-Dôme .....	113	aucune	103	aucune	—	—	—	—
Isère .....	134	aucune	153	aucune	—	—	—	—
Drôme .....	99	—	91	—	—	—	190	aucune
Seine-et-Marne .....	—	—	175	aucune	125	aucune	225	aucune



# DÉCRET CONCERNANT LE CHOMAGE

(Suite de la page 2.)

Art. 38. — Sont exclus des secours :  
1° Les chômeurs qui ont, sans motif valable, refusé du travail pendant les jours de chômage partiel ;  
2° Les chômeurs qui n'ont pas répondu aux convocations de l'office public de placement ou de la commission de contrôle ;

3° Les chômeurs qui ont touché indûment des secours ou ceux qui ont fait sciemment des déclarations inexactes ou présenté des attestations mensongères ;

4° Les chômeurs convaincus de se livrer habituellement à la boisson, sous réserve de l'application des dispositions de l'article 24, alinéa 6.

Art. 39. — L'allocation de chômage n'est versée qu'à dater du jour où l'établissement auquel appartient le chômeur se trouve, durant les quatre semaines qui ont précédé immédiatement sa demande d'admission, avoir chôme huit jours pleins au minimum, ou, si le chômage est réparti à raison d'une semaine sur deux, une semaine entière.

Si l'établissement reprend une durée normale de travail pendant plus de quatre semaines consécutives, l'allocation ne peut être accordée, à nouveau qu'à l'expiration du délai fixé au paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article.

Art. 40. — Le nombre des allocations journalières ne doit pas excéder, pour chaque semaine, le nombre des journées de chômage diminue d'une unité. En aucun cas, les chômeurs partiels ne peuvent percevoir, en une semaine, salaire et allocations réunis, une somme supérieure aux maxima prévus par le barème annexé au règlement du fonds de chômage, conformément aux dispositions de l'article 59 ci-dessous.

II. — Dispositions spéciales au chômage partiel par roulement.

Art. 41. — Exceptionnellement, et par dérogation à l'article 35, peuvent être admises au bénéfice des subventions de l'Etat les allocations accordées aux chômeurs partiels, répondant à la définition de l'article 34, occupés dans les établissements ou parties d'établissement où le chômage partiel est organisé par roulement, sous réserve que l'attribution de ces allocations soit effectuée dans les conditions ci-dessus prévues et, en outre, aux conditions ci-après.

Art. 42. — Le roulement doit s'étendre à tout le personnel qui doit chôme le même nombre de jours aux mêmes intervalles. Peuvent être exceptés du roulement les travailleurs indispensables à l'entretien, à la surveillance et aux travaux qui, par leur nature, doivent être assurés d'une manière permanente par la même personne.

Art. 43. — Le chômeur est soumis au contrôle du fonds de chômage dans les conditions fixées par le règlement de celui-ci.

Il doit, notamment, présenter une attestation de l'employeur certifiant, sous sa responsabilité pécuniaire et pénale, qu'il occupe normalement le chômeur partiel tous les jours de la semaine, mais que, par suite de manque de travail, il ne peut l'occuper que les jours indiqués dans le certificat.

Art. 44. — Les chômeurs partiels peuvent être dispensés de présenter l'attestation prévue à l'article précédent :

1° Si l'employeur envoie au fonds de chômage, avant chaque période de chômage partiel, une déclaration indiquant les conditions dans lesquelles le chômage partiel est pratiqué dans son établissement ;

2° Si l'employeur indique les jours où il ne pourra occuper le chômeur partiel sur la carte individuelle remise à ce dernier par le fonds de chômage et contrôlée par lui.

Art. 45. — La caisse de chômage peut subordonner l'admission aux allocations des chômeurs à la contribution des employeurs aux dépenses résultant du versement d'allocations aux chômeurs partiels de leur établissement.

N.B. — Cet article permet à la caisse de ne pas verser de secours aux ouvriers atteints par le chômage partiel dans le cas du travail par roulement si le patron se refuse à payer à la dite caisse la somme qu'elle croira devoir lui réclamer pour valider à couvrir les dépenses qu'elle engagerait pour secourir ses ouvriers.

Art. 46. — Les dispositions des articles 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 18, 19, 25 et 26 du présent décret sont applicables aux chômeurs partiels.

SECTION VII. — Artistes non salariés

SECTION VIII. — Régime des allocations de chômage

Taux. — Durée

Art. 56. — Le taux des allocations est fixé par le règlement des institutions publiques de chômage, avec l'approbation du ministre du travail.

Seules, entrent en compte pour le calcul de la subvention de l'Etat et dans la limite des maxima ci-après, les allocations versées aux chômeurs pour les jours ouvrables :

8 fr. par jour pour le chômeur chef de famille ou E.T.A. « ro » ou non chef de ménage ;

4 fr. 50 par jour pour le conjoint, chômeur ou non travaillant ;

4 fr. par jour pour chacun des enfants de moins de 16 ans à la charge du chef de ménage à la condition qu'ils ne travaillent pas ;

4 fr. 50 par jour pour chacune des personnes de seize à vingt-cinq ans à la charge du chef de ménage à la condition qu'ils ne travaillent pas et qu'ils soient régulièrement inscrits à un office public de placement en vue de rechercher un emploi, ou qu'ils fréquentent régulièrement un cours d'enseignement professionnel, ou soient en apprentissage et, dans ce dernier cas, gagnent moins de 6 fr. par jour ;

4 fr. 50 par jour pour chacune des personnes de plus de vingt-cinq ans vivant dans le ménage de leur père, mère, tuteur, grand-père, grand-mère, oncle, tante, ainsi que pour l'ascendant ne travaillant pas et à la charge du chef de ménage.

Art. 57. — Le montant total des allocations versées à un ménage ne peut excéder 20 fr. 50 par jour.

Le total prévu au paragraphe précédent pourra être porté à 23 fr. si le ménage comprend trois enfants au-dessous de seize ans à la charge du chef de ménage en chômage ; à 26 fr. s'il en comprend quatre ; à 29 fr. s'il en comprend cinq ou plus.

Art. 58. — Le montant total des allocations accordées à un ménage ne peut excéder la moitié du salaire des membres du ménage en chômage, augmentée du montant des allocations familiales aux taux fixés dans le département par l'arrêté du ministre du travail pris en vertu de la loi du 11 mars 1932, modifiée par le décret du 12 novembre 1938, ou aux taux en usage pour la profession ou la région lorsque ces taux sont supérieurs à ceux de l'arrêté.

Dans le cas où le chômeur bénéficie déjà d'une indemnité d'une caisse syndicale ou mutuelle de secours de chômage involontaire, le total de l'indemnité versée par la dite caisse et de l'allocation attribuée par le fonds de chômage, pendant tout le temps que cette dernière est servie, et y compris les majorations et suppléments de toute nature alloués par les communes ou les départements, ne peut dépasser les deux tiers du salaire augmentés du montant des allocations familiales déterminé plus haut.

Dans le cas où le montant des allocations versées par un fonds public de chômage, augmenté de l'indemnité versée par une caisse syndicale de chômage dépasse les deux tiers du salaire, la réduction est effectuée sur le montant des allocations.

Art. 59. — L'allocation de chômage, jointe aux autres ressources de toute nature du chômeur et des autres membres de son ménage, ne peut dépasser les maxima fixés dans un barème annexé au règlement établi en fonction de l'ensemble des charges du ménage.

Art. 60. — L'indemnité pour délai congé et l'indemnité pour congé payé ne peuvent se cumuler avec l'allocation de chômage.

Art. 61. — Les allocations sont payées à terme échu et en espèces. Toutefois, le ministre du travail peut admettre, exceptionnellement, au bénéfice de la subvention de l'Etat, les allocations versées sous la forme de bons de valeur indiquée représentant des prestations en nature.

Lorsque les allocations sont versées sous cette dernière forme, un règlement de détail doit, préalablement au versement de toute allocation, être soumis à l'approbation du ministre du travail.

Ce règlement fixe les conditions dans lesquelles sera périodiquement déterminée la valeur réelle à porter sur le bon et le mode de contrôle de l'utilisation de celui-ci, de telle sorte que le chômeur ne puisse, en aucun cas, ni céder son bon, ni l'échanger contre des produits autres que ceux pour lesquels ledit bon aura été délivré, ni toucher des bons pour une valeur excédant les maxima fixés.

Art. 62. — Si un chômeur, inscrit à un fonds de chômage, trouve, occasionnellement, une occupation rémunérée de courte durée, il doit en faire la déclaration à la commission du fonds de chômage où il est inscrit. Celui-ci donne son avis sur la question de savoir si la nature et l'importance du travail occasionnel auquel il se livre justifie ou non son maintien sur la liste des chômeurs.

De toute manière, la rémunération que le chômeur reçoit pour ce travail entre en compte pour le calcul des ressources.

Art. 63. — Sous réserve des dispositions de l'article 9, alinéa 2, les chômeurs peuvent être secourus sans limitation de durée. Toutefois, lorsque dans une commune ou une région, et pour une profession déterminée, les offices publics de placement reçoivent, de façon constante, des offres d'emploi, un arrêté du ministre du travail peut, pour cette profession et dans cette région ou commune, limiter la durée du versement des allocations de chômage.

Art. 64. — Les bureaux de bienfaisance ou, à défaut, les bureaux d'assistance peuvent allouer des secours aux personnes privées de ressources lorsque les fonds de chômage ont prévu dans leur règlement une limitation de la durée des secours. Dans ce cas, ces établissements peuvent recevoir des subventions dans les conditions prévues à l'article 75.

A Paris, l'administration générale de l'assistance publique est assimilée aux bureaux de bienfaisance.

Art. 65. — Les bureaux qui désirent bénéficier des subventions de l'Etat doivent en donner avis au ministre du travail et prendre l'engagement de se conformer aux dispositions suivantes :

Les subventions s'appliquent aux secours alloués à partir de l'envoi de l'avis au préfet, qui le transmet au ministre du travail.

Art. 66. — La demande d'admission aux secours visés par l'article 64 est transmise au bureau, par le fonds de chômage, avec l'attestation que l'intéressé a atteint la limite fixée par le règlement dudit fonds pour l'octroi des allocations de chômage.

La commission administrative du bureau, saisie de la demande, doit s'assurer :

1° Que l'intéressé est privé de ressources ;

2° Qu'il ne peut être assisté comme vieillard, infirme ou incurable, en application de la loi du 14 juillet 1905, relative à l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources ;

3° Qu'il ne bénéficie pas d'une indemnité temporaire en vertu de la législation concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail ;

4° Qu'il n'est pas atteint d'une ma-

ladie l'empêchant temporairement de travailler.

La commission administrative peut entendre, si elle le juge utile, les représentants du fonds de chômage qui a transmis la demande ou de l'office public de placement auquel est inscrit l'intéressé.

Art. 67. — La commission fixe le taux du secours à allouer à chaque intéressé, en tenant compte de ses ressources personnelles, de celles des membres du ménage, ainsi que de l'assistance qu'il peut recevoir d'autres ressources. Ce taux peut être révisé.

Les secours sont alloués en nature ou en espèces ; ils ne peuvent dépasser, en aucun cas, les maxima fixés par l'article 56 du présent décret.

Art. 68. — Les secours, prévus aux articles précédents, ne peuvent être versés, à chacune des époques de paiement, que sur la production, par l'intéressé, d'une attestation certifiant qu'il a répondu régulièrement aux convocations de l'office public de placement compétent et que celui-ci n'a pu lui procurer du travail.

Art. 69. — Les bureaux qui sollicitent les subventions prévues par le présent décret sont soumis, en ce qui concerne les secours alloués par eux aux chômeurs, au contrôle des représentants du ministre du travail.

Art. 70. — Les dispositions des articles 72, 73, 74 et 75 du présent décret sont applicables à l'attribution des allocations visées par l'article 64.

SECTION IX. — Régime des subventions de l'Etat.

TITRE III  
Mesures diverses concernant le chômage

SECTION I  
Travaux contre le chômage

Art. 78. — Le ministre du travail peut admettre au bénéfice de la subvention de l'Etat les salaires versés par les départements et les communes aux personnes occupées à l'exécution des travaux entrepris spécialement en vue d'occuper les chômeurs, à la condition qu'il s'agisse :

1° De chômeurs français régulièrement inscrits depuis plus d'un mois à un fonds de chômage ;

2° Dans les communes où il n'existe pas de fonds de chômage, de travailleurs français des professions industrielles, commerciales, agricoles ou libérales, remplissant les conditions exigées pour être admis au bénéfice des allocations de chômage, inscrits depuis plus d'un mois à l'office public de placement compétent pour la localité et présentant un certificat de ce dernier attestant qu'ils n'ont pu trouver un nouvel emploi.

Art. 79. — Un règlement de détail, soumis à l'approbation du ministre du travail, doit indiquer les conditions dans lesquelles les personnes visées à l'article 78 seront occupées à ces travaux.

Il fixe, notamment, le taux du salaire à la journée ou à la tâche payé aux chômeurs des professions autres que celles auxquelles ressortissent les travaux et précise, en ce qui concerne les chômeurs des professions auxquelles ressortissent les travaux, que le salaire devra être égal à celui des ouvriers consommant occupés aux mêmes travaux dans la localité ou la région.

SECTION II. — Emploi des chômeurs en contre-partie de l'allocation de chômage.

Art. 82. — Les communes, qui emploient des chômeurs en contre-partie de l'allocation de chômage, sont autorisées à faire entrer en compte, pour le calcul de la subvention de l'Etat, les allocations versées aux chômeurs lorsque ces derniers sont occupés dans les conditions prévues dans les articles suivants.

Art. 83. — Les chômeurs ne doivent travailler que quatre heures par jour au maximum, afin de conserver le loisir et l'occasion de rechercher du travail.

Art. 84. — Les travaux auxquels ils peuvent être occupés doivent être des travaux d'entretien ou de menus travaux de voirie.

L'emploi des chômeurs à ces travaux ne doit pas avoir pour conséquence d'empêcher l'emploi de la main-d'œuvre locale.

Art. 85. —

SECTION III. — Avantages accordés aux chômeurs complets en vue de leur placement ou de leur retour dans une commune rurale.

a) Chômeurs allant occuper un emploi hors de leur résidence.

Art. 86. — Les chômeurs, qui acceptent un emploi offert par un office public de placement dans une localité située à plus de 25 kilomètres de leur résidence, ont droit, s'ils remplissent les conditions prévues à l'article 89 du présent décret, aux avantages suivants :

1° Un bon de transport gratuit ;

2° Des allocations complémentaires.

Art. 87. — Les allocations complémentaires prévues à l'article précédent comprennent :

1° Une somme égale au montant des allocations que le chômeur aurait perçues pendant un mois, pour lui-même, du fonds de chômage qui le secourait. Cette somme sera remise à l'intéressé par l'intermédiaire du maire à son arrivée dans la commune où l'emploi lui a été procuré ;

2° Une somme égale au montant des majorations que le chômeur aurait perçues, pendant deux mois, du fonds de chômage qui le secourait, pour les membres de sa famille.

Cette somme sera payée à la personne qui remplace, en fait, le chef de ménage, dans les conditions

ou ces majorations étaient antérieurement versées au chômeur.

Dans le cas où la famille irait rejoindre le chômeur avant deux mois, les majorations concernant la période comprise entre le jour du départ et l'expiration du délai de deux mois seront remises intégralement au chômeur remplacé lors de l'arrivée de sa famille dans la commune où il a retrouvé du travail ;

3° Un bon de transport gratuit pour la famille du chômeur et le mobilier de celui-ci, dans le cas où la famille irait rejoindre le chef de ménage et où le mobilier serait transporté seize jours au moins après le jour où le chômeur a recommencé à travailler et trois mois au plus tard après ce jour ;

4° Une allocation égale au montant du loyer du logement qu'occupait le chômeur, correspondant à la période comprise entre le jour de son départ et le dernier jour du terme dans lequel est compris ledit jour.

Cette allocation sera remise à la personne qui sera, en fait, considérée comme chef de ménage, le jour où les membres de la famille partiront pour rejoindre le chômeur remplacé. Elle est destinée à parfaire la somme restant due par le chômeur à son propriétaire, au moment de son départ.

Art. 88. — Dans le cas où le chômeur remplacé reviendrait dans la commune où il était précédemment secouru, dans l'année qui suivra la date de son déplacement, il pourra être, à nouveau, secouru par le fonds de chômage de cette commune sans avoir à justifier de la condition de résidence exigée par le règlement.

Les mêmes facilités de transport qui lui avaient permis de se rendre au lieu de son emploi lui seront accordées pour revenir dans sa commune d'origine.

Si, à l'expiration du contrat de travail prévu à l'article 89, il reste dans la commune où il avait trouvé un emploi, il pourra être admis au bénéfice des allocations de chômage, sans être tenu de justifier des délais de résidence en usage dans cette commune.

Art. 89. — Les chômeurs doivent, pour bénéficier des avantages prévus à l'article 86, justifier qu'ils ont un contrat de travail visé par l'office public de placement de la commune où ils étaient secourus.

Le contrat doit être d'une durée telle que le montant des avantages accordés aux chômeurs pour faciliter leur déplacement ne dépasse pas le montant des allocations qu'ils auraient perçues, pendant la durée de ce contrat, du fonds de chômage qui les secourait précédemment.

Art. 90. — Les demandes présentées par les chômeurs en vue d'obtenir le bénéfice des dispositions de la présente section a) sont soumises à la commission de contrôle du fonds de chômage de la commune.

b) Retour des chômeurs dans une commune rurale.

Art. 91. — Les chômeurs secourus qui vont s'établir dans une commune rurale dans les conditions ci-dessus prévues reçoivent :

1° Un bon de transport pour eux et leur famille et, éventuellement, leur mobilier ;

2° Une somme complémentaire qui ne peut excéder le montant total des allocations qu'ils auraient touchées pendant six mois s'ils étaient restés inscrits au fonds de chômage.

Cette somme sera remise aux intéressés par l'intermédiaire du maire lors de leur arrivée dans la commune où ils vont s'établir.

Art. 92. — Pour obtenir le bénéfice des dispositions de l'article précédent, les chômeurs doivent produire, à l'appui de leur demande, une attestation du maire de la commune où ils désirent s'établir, certifiant qu'ils peuvent y trouver, d'une façon durable, un logement pour eux et leur famille ainsi que des moyens d'existence dans la profession qu'ils ont l'intention d'y exercer.

Art. 93. — Les demandes présentées par les chômeurs en vue d'obtenir le bénéfice des dispositions de la présente section b) sont soumises à la commission de contrôle du fonds de chômage de la commune. Elle apprécie le montant des sommes à allouer aux intéressés dans les limites fixées à l'alinéa 2 de l'article 91.

Art. 94. — Les chômeurs bénéficiaires des dispositions de l'article 91 ne peuvent, pendant un an, être admis de nouveau au bénéfice des allocations de chômage.

SECTION IV. — Colonies de vacances

Art. 95. — L'allocation de 4 fr., prévue à l'alinéa 5 de l'article 56 du présent décret, pour les enfants de moins de seize ans à la charge du chef de ménage, peut, pendant la période maximum de 50 jours comprise dans la limite des mois affectés aux vacances des écoles publiques, être remplacée, en ce qui concerne les enfants allant dans une colonie de vacances, par une allocation de 5 fr. 50 versée directement à la commune ou à l'organisation prenant en charge les enfants en colonie.

Pendant la même période, le total des allocations versées aux chômeurs et de celles versées pour les enfants en colonie de vacances ne peut dépasser les maxima fixés par l'article 56 pour chaque enfant en colonie de vacances.

Art. 96. —

SECTION V. — Admission au bénéfice des allocations de chômage des ouvriers privés du droit aux congés payés.

Art. 97. — Les allocations accordées, par les fonds municipaux et départementaux, aux travailleurs qui se trouvent en chômage par suite de la fermeture, pendant la durée du congé payé prescrit par les articles 54 f et suivants du livre II du code du travail, de l'établisse-

ment qui les occupe, donnent lieu à subvention de l'Etat dans les conditions ci-après :

Art. 98. — Les chômeurs doivent justifier de la durée d'exercice de la profession et de la durée de résidence fixées par le règlement du fonds.

Ils ne peuvent être secourus qu'à l'expiration du délai de carence fixé par ledit règlement.

Art. 99. — Les chômeurs ne peuvent recevoir d'allocations :

1° Pour les journées pendant lesquelles ils reçoivent de leur employeur ou d'une caisse de congés payés l'indemnité journalière prévue par les articles 54 f et suivants du livre II du code du travail ;

2° Pour les journées pendant lesquelles ils exécutent des travaux rétribués, soit pour le compte de leur employeur, soit pour le compte d'autres personnes.

Les indemnités autres que l'indemnité de congé dont bénéficie le chômeur sont déduites de l'allocation de chômage.

Art. 100. — Les dispositions des articles 24 (§ 4 et 5), 25, 26, 56, 57, 58, 59, 60 du présent décret sont applicables à l'attribution des allocations visées par cette section.

Art. 101. — Les dispositions insérées dans les règlements de leurs fonds de chômage par les collectivités qui désirent user de cette faculté sont soumises à l'approbation du ministre du travail.

TITRE IV  
ASSURANCE-CHOMAGE

SECTION I. — Diverses caisses d'assurance-chômage. — Groupements qui peuvent les créer. — Dispositions communes à l'ensemble de ces caisses.

Article 102 à 128...

TITRE V

Dispositions spéciales aux institutions de promotion ouvrière et aux centres de reclassement professionnel des chômeurs.

SECTION I. — Institutions de promotion ouvrière

Art. 129 à 151...

SECTION IV. — Situation des chômeurs admis dans les centres de reclassement professionnel.

Art. 152. — Les chômeurs admis dans un centre de reclassement professionnel agréé par le ministre du travail et fréquentant régulièrement ce centre continuent à recevoir les secours qui leur sont alloués par les fonds publics de chômage au moment de leur admission dans le centre. Ces allocations peuvent entrer en compte pour la subvention de l'Etat dans les conditions ci-après.

Art. 153. — Pour avoir droit au maintien des allocations, le chômeur doit produire, à la fin de chacune des périodes fixées par le fonds de chômage et au moins à la fin de chaque quinzaine, un certificat du directeur du centre indiquant :

1° Qu'il a fréquenté régulièrement le centre ;

2° S'il a reçu, pour la période considérée, une rémunération, le montant de celle-ci.

Art. 154. — Les allocations peuvent être intégralement maintenues pendant les trois premiers mois de la formation professionnelle. La commission de contrôle de l'institution publique de chômage doit, à l'issue de cette période, examiner la situation de chaque chômeur et présenter des propositions en vue du maintien total ou partiel ou de la suppression des allocations. En cas de maintien total ou partiel, cet examen est renouvelé à intervalles n'excédant pas deux mois.

A cet effet, sont communiqués à la commission, en dehors des informations émanant des centres eux-mêmes, les rapports fournis par les agents chargés du contrôle du fonctionnement des centres. Ces rapports doivent indiquer, notamment, si la rémunération versée à l'ouvrier est au moins égale au salaire que recevrait, pour le travail fourni, un ouvrier occupé normalement.

L'allocation de chômage doit être supprimée lorsque cette rémunération atteint le montant du salaire normal et courant d'un ouvrier de la profession dans laquelle le chômeur est réadmis.

Art. 155. — La commission doit proposer la suppression des allocations lorsqu'elle constate, d'après les informations fournies par le centre et le cas échéant, les rapports des agents chargés du contrôle :

1° Que la rééducation du chômeur est achevée et que celui-ci est susceptible d'être placé dans la profession dans laquelle il a été réadmis ;

2° Que le chômeur ne fréquente plus le centre ou qu'il n'est plus admis à la faire en raison de son manque d'aptitude, de l'insuffisance de son travail ou de sa conduite.

Art. 156. — Les chômeurs dont les allocations cessent d'être maintenues au titre de la fréquentation des centres de reclassement professionnel peuvent être admis, à nouveau, au bénéfice des allocations de chômage, s'ils remplissent les conditions requises à cet effet, et si, notamment, il ne peut leur être procuré un emploi.

Art. 157. — Les départements, les communes et syndicats de communes doivent soumettre, à l'approbation du ministre du travail, un règlement de détail complétant le règlement de leurs institutions publiques de chômage, conformément aux dispositions des articles 152 et suivants de la présente section.

Art. 158. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1939.

Art. 159. — Sont abrogés à dater du 1<sup>er</sup> juillet 1939 les décrets ci-après :

N. B. Ils sont au nombre de vingt et retiennent avec satisfaction l'abrogation du 17<sup>e</sup> contre lequel nous

avons protesté énergiquement auprès du ministre.

17<sup>e</sup> Le décret du 20 mars 1939, relatif au refus, par les chômeurs, d'accepter des emplois dans les entreprises travaillant pour la défense nationale.

Art. 160...  
Fait à Paris, le 6 mai 1939.

## À propos des congés payés

En accord avec notre ami Clau-Nordey, chargé du service juridique de la C.F.T.C., celui-ci vient d'adresser au Ministre la lettre suivante :

Paris, le 5 mai 1939.

Monsieur le Ministre du Travail  
127, rue de Grenelle, Paris.

Monsieur le Ministre,

Nous vous serions très obligés de bien vouloir nous faire connaître le point de vue de votre Administration sur les questions suivantes.

Il s'agit, d'abord, de la durée des congés payés accordés au personnel qui, en vertu d'une convention collective, bénéficie de plus de 15 jours de vacances. Les intéressés peuvent-ils exiger le respect des clauses de la convention, bien que l'article 9 du décret-loi du 12 novembre 1938 relatif à la durée du travail stipule que « les journées de congés payés, accordées en sus des 15 jours prévus par l'article 54 f, du Livre II du Code du Travail, pourront être récupérées sans rémunération ».

Et, si l'employeur se conforme aux prescriptions de la convention, peut-il, après les vacances, réclamer la récupération quand elle ne vise qu'une fraction du personnel, collaborateurs ou chefs de service ?

Notre deuxième question, a trait à la rémunération des congés. L'article 54 g, du Livre II du Code du Travail stipule que le salarié reçoit, pour son congé, une indemnité égale, s'il est payé au temps, au salaire qu'il aurait gagné pendant la période de congé.

La Cour de Cassation a été amenée à se prononcer plusieurs fois sur des contestations ayant trait à ce texte et elle a toujours soutenu qu'il fallait considérer, pour déterminer le salaire, le nombre d'heures de travail effectuées réellement dans l'établissement lors du départ en congé ; en l'espèce, il s'agissait toujours de maisons qui ne faisaient travailler qu'un nombre d'heures inférieur à 40 heures (36, 32 ou même moins).

Maintenant, nous sommes en présence d'une situation opposée en ce qui concerne, notamment les industries métallurgiques. Les ouvriers font 45, 50 ou même 60 heures.

Estimez-vous, Monsieur le Ministre, qu'ils peuvent réclamer, comme indemnité de congés payés, le salaire qu'ils auraient gagné s'ils avaient continué à travailler, c'est-à-dire le salaire correspondant à 90, 100 ou